



## Franc fort : après le mutisme, le bricolage !

L'activisme soudain du Conseil fédéral relève plus de l'effet d'annonce que d'une politique substantielle. Sceptique à l'égard des mesures de soutien à l'industrie d'exportation, le PS considère qu'il n'est ainsi pas envisageable que des entreprises puissent bénéficier de l'appui de l'Etat alors même qu'elles envisagent de supprimer des places de travail ou de baisser les salaires de leurs employé-e-s.

### ARMÉE



Un budget et des effectifs qui explosent, de nouveaux avions de combat : à 8 semaines des élections fédérales, la droite flambe des milliards au bénéfice d'une armée à qui elle retrouve mille vertus. Page 4

### ÉTATS GÉNÉRAUX

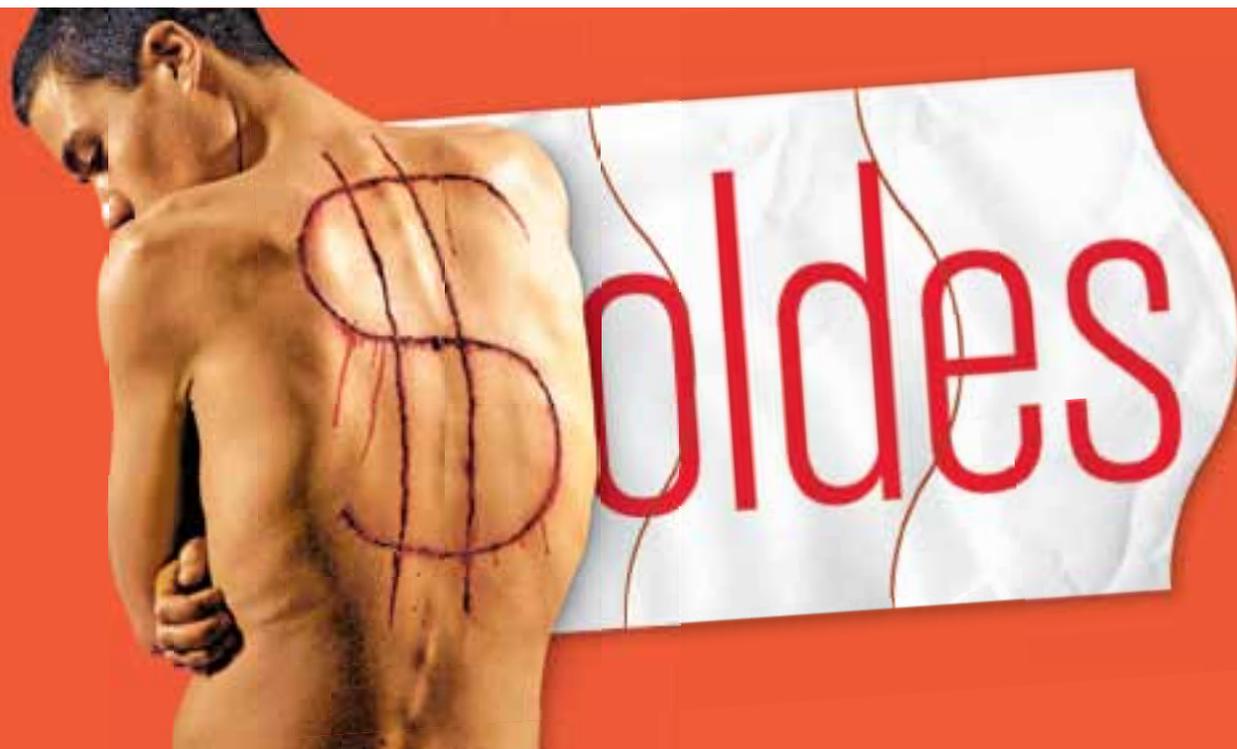


Coup d'envoi de la campagne socialiste en Suisse romande, les premiers États généraux de la santé mis sur pied par la Coordination des PS francophones se tiendront le 3 septembre à Morges. Page 7

### SOLIDAIRES



En matière de coopération au développement, les communes romandes se distinguent selon le dernier rating de Solidar. Elles peuvent toutefois mieux faire s'agissant d'achats publics équitables. Page 10



Dans les pays en développement, des millions d'êtres humains travaillent chaque jour jusqu'à l'épuisement – sans disposer d'un salaire suffisant pour vivre. Jamais autant de personnes n'ont été exploitées.

**Contribuez à stopper le bradage de la dignité humaine – dès maintenant sur [www.solidar.ch](http://www.solidar.ch).**



**SOLIDAR**  
SUISSE

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO

# Compre- dre les liens.

Economie. Travail. Quotidien.

Cours de  
formation  
continue

[www.movendo.ch](http://www.movendo.ch)



**M O V E N D O**

L'institut de formation des syndicats

# Street Parade et fausses recettes

Les images sont toujours impressionnantes : chaque année, des centaines de milliers d'individus s'entassent sur les trottoirs et les quais zurichoïses à l'occasion de la Street Parade. Les vues d'hélicoptère montrent ainsi d'immenses rassemblements : 900 000 personnes étaient attendues en 2011. En considérant la moitié de cette foule et en l'imaginant faire face à un groupe de dix personnes, on obtient une bonne représentation de la répartition de la fortune dans le canton de Zurich. Les 10 plus riches zurichoïses possédant ainsi autant que les 486 000 restants. Thomas Christen



Si la comparaison avec la Street Parade paraît farfelue, que dire des statistiques zurichoïses ? Les 10 plus riches possèdent autant que deux tiers de l'ensemble des contribuables, les 100 plus riches autant que trois quarts. Ou – en chiffres absolus – autant que 662 000 (!) personnes. Et il en va de même pour l'ensemble de la Suisse. Aucun autre pays de l'OCDE ne connaît une telle concentration des richesses. Si le pourcent le plus aisé de la population helvétique détient 59% des richesses, le même pourcent en possède 36% au Danemark, 20% en Allemagne.

Le fait que la transmission de telles fortunes ne soit pas taxée constitue une des principales raisons de cette disparité. Avec des conséquences dramatiques puisque le fossé ne cesse de se creuser. Ces 30 prochaines années, environ 1000 personnes vont hériter de plus de 100 millions de francs. Partant du principe que le placement de tels montants peut facilement générer un intérêt annuel de 5%, cela signifie que ces héritiers peuvent palper cinq millions par année. Sans lever le petit doigt.

Star des économistes pour avoir prédit la crise de 2008, Nouriel Roubini considère pour sa part que les inégalités entre les super-riches et la classe moyenne dans les pays industrialisés représentent un danger majeur pour l'économie comme la démocratie. En Suisse aussi. Ainsi, au milieu des années 90, tous les cantons ou presque prélevaient encore un impôt sur les successions. Aujourd'hui et en raison de

la concurrence fiscale qui s'est exacerbée, une telle taxe relève de l'exception.

Pourtant, la situation des cantons est plus difficile que jamais. Plusieurs d'entre eux ont mis sur pied des programmes d'austérité et réduisent leurs prestations alors même qu'ils devront sans doute, ces prochaines années, faire une croix sur les recettes en provenance de la BNS. Dans ce contexte, deux approches sont possibles. Soit un modeste rééquilibrage entre les plus riches et la majorité de la population à même de générer des ressources supplémentaires pour la collectivité - c'est l'objectif de l'initiative populaire visant à introduire un impôt fédéral sur les successions que le PS vient de lancer dans le cadre d'une large alliance politique – soit la poursuite du démantèlement de l'Etat et du renforcement des inégalités. C'est la vision des adeptes du Tea Party, de part et d'autre de l'Atlantique. A l'heure où de plus en plus d'observateurs indépendants et d'économistes de droite comme de gauche s'alarment des progrès de cette idéologie, la Suisse aurait tout intérêt de s'écarter de cette voie dangereuse.

thomas.christen@pssuisse.ch  
secrétaire général du PS Suisse



## Editorial

### Limiter l'abrutissement massif

La tactique est bien rôdée et les ingrédients éprouvés : « proposez de renvoyer les étrangers (n'importe lesquels), mettez-les en scène de manière particulièrement menaçante



et provocatrice, récupérez les faits divers (n'importe lesquels) susceptibles d'alimenter votre propagande, diffusez largement sur tous les supports potentiels et laissez agir... » Tous les chefs populistes sont unanimes et vous le diront : c'est une recette qu'il est impossible de rater. Sauf que. Il y a des fois où ça ne prend pas. Malgré tous vos efforts et tous vos moyens, le client boude, chipote et le plat ne passe pas. Pire encore, de vieux habitués pourtant nourris à votre cuisine depuis leur plus jeune âge font la fine bouche et jugent – horresco referens! – que ce serait mauvais pour les affaires. Quant au grand public, il plaide l'indigestion. Certains vont même jusqu'à écrire aux CFF pour se plaindre qu'ils n'en peuvent plus de voir le menu affiché partout dans les grandes gares. D'autres vous le renvoient – à vos frais – par la Poste. Les gens sont ingrats. Depuis le temps, ils devraient pourtant le savoir : si le lundi, c'est « raviolis » ; tous les quatre ans, c'est « eux dehors, nous gagnants ! ». A se demander si vous n'avez pas perdu la main, chers marmitons de l'UDC ? A croire aussi que les électrices et les électeurs – quoi qu'en disent les sondages – sont plutôt préoccupés par leur pouvoir d'achat et leur destin de salarié-e-s, surtout dans les industries d'exportation. Raison pour laquelle cette édition de socialistes.ch se consacre notamment à la force du franc, mais aussi aux questions liées à la santé. A ce titre, je vous invite à participer aux premiers États généraux sur le sujet mis sur pied par la Coordination des PS romands. Le 3 septembre, à Morges, nous ferons le point dans la mesure où nous disposerons alors des premières indications quant à l'ampleur de la hausse des primes d'assurance-maladie en 2012. Ce sera aussi l'occasion de lancer notre campagne et de mieux faire connaissance avec nos 63 candidat-e-s francophones. Bonne rentrée! ...

Jean-Yves Gentil

#### IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info  
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,  
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Kurt Bläuer, Berne

# Pas de milliards supplémentaires pour l'armée !

**Suite au rapport du Conseil fédéral sur l'armée 2010, le rendez-vous fixé à mi-septembre au Conseil national est capital puisque sa Commission de politique de sécurité (CPS-N) a décidé – à la suite de la majorité du Conseil des Etats – de rallonger les crédits militaires d'un bon milliard annuel et d'acquérir notamment de nouveaux avions de combat. Dans la perspective de ce débat, le point sur les alternatives et autres enjeux.** Eric Voruz

A commencer par les propositions socialistes qui s'appuient sur une étude portant sur la taille comme sur les coûts d'une armée réaliste et pour laquelle le Groupe socialiste des Chambres fédérales a mandaté un expert internationalement reconnu. Selon les conclusions du président du Groupe international d'études pour une politique de sécurité alternative Lutz Unterseher, l'armée – à terme – doit conserver deux missions principales: le contrôle de la souveraineté aérienne au-dessus du territoire national et la mise à disposition de contingents pour des missions de rétablissement et de maintien de la paix au service de la communauté mondiale. En concentrant et en spécialisant l'armée sur ces tâches, il est possible d'en réduire substantiellement les effectifs. L'alternative défendue par les représentant-e-s du PS au sein de la CPS repose ainsi sur les principes suivants:

- L'armée prend part à la coopération européenne en matière de sécurité. Elle est à même d'engager, en tout temps, 2000 militaires en Europe et dans le monde pour des missions visant à garantir la sécurité humaine et la promotion de la paix;
- La Confédération conclut des accords de prestations avec les cantons afin que ces derniers constituent leurs corps de police de manière à ce que l'exécution des tâches visant à garantir la sécurité au niveau national soit garantie;
- Pour accomplir ces missions, l'armée dispose d'un effectif réglementaire de 60000 militaires (y compris la réserve). La part de militaires en service long représente au maximum 30% d'une volée de recrues;
- Enfin, les dépenses annuelles se montent à 3,5 milliards de francs au maximum (inflation non comprise).

© Swiss air force



33 F/A-18 suffisent à s'assurer de la souveraineté aérienne de la Suisse.

## Que veut la droite ?

La majorité de droite de la Commission suit celle des Etats qui veut une armée de 100000 militaires, sans se soucier du coût évalué à 5,1 milliards de francs. Dans la foulée, elle souhaite également l'achat de 22 nouveaux avions de combat pour un plafond de 5 milliards de francs, plus 1,2 milliard pour combler diverses lacunes en équipement. En comparaison internationale, ces objectifs sont démesurés. Aucun autre pays d'Europe n'entretient un tel dispositif proportionnellement à sa population, que ce soit au niveau des effectifs ou à celui du matériel.

## Avions de combat: la grenouille et le bœuf

Le feuilleton des avions de combat ressemble effectivement beaucoup à la fable de La Fontaine avec – dans le rôle de la grenouille – à cette Suisse qui, dixit Maurer, veut la meilleure armée du monde. Voilà pourtant longtemps que le PS insiste: il faudrait d'abord que le DDPS sache de quelle armée la Suisse a besoin, quelles sont ses futures missions. Pour ma part, je pense qu'il est inutile de se creuser les méninges pour se demander si la Suisse a besoin d'avions de combat supplémentaires. La Suisse – avec 33 F/A-18 – est mieux dotée en matière de contrôle aérien que maintes autres pays très conscients des problèmes de sécurité. Un remplacement des «Tiger» n'est pas

nécessaire. Il suffit de moderniser continuellement les 33 F/A-18.

Ainsi, l'acceptation, par le Parlement, d'un crédit d'étapes de près d'un milliard de francs pour la transformation des FA/18 permet de prolonger de 20 ans au moins leur durée de vie. Une période durant laquelle, selon l'étude de Lutz Unterseher, le contrôle aérien actif du territoire national peut très bien s'opérer avec le seul concours de ces appareils. Enfin, il faut savoir que l'Union européenne a décidé de «découper» son ciel en 9 blocs régionaux, la Suisse faisant partie du bloc regroupant la France, l'Allemagne et le Benelux? Cette disposition prévoit ainsi l'automatisation d'une partie du contrôle de l'espace aérien et de sa gestion vers 2020. Avec, inmanquablement, des répercussions car la suppression d'aiguilleurs posera quelques problèmes de souveraineté s'agissant de notre (très) petit ciel helvétique ... Il serait donc judicieux d'analyser cette situation avant l'achat de nouveaux avions de combat «pour nous tous seuls» et surtout au bénéfice de lobbies militaires particulièrement actifs à Berne.

eric.voruz@pssuisse.ch  
conseiller national (VD)



# Pour une action aussi résolue que concertée

**Le « franc fort » – un sujet terriblement ardu pour les vacances – s'est donc imposé comme thème politique de l'été. En réalité, depuis début juillet, on dirait que toute la Suisse découvre que la politique monétaire et le taux de change du franc sont des éléments décisifs pour le fonctionnement de l'économie suisse et donc pour les places de travail.** Alain Berset

Cela fait pourtant bientôt un an que le PS est inquiet de voir le franc suisse servir de refuge pour les plus prudents, mais aussi de valeur de spéculation pour les autres! Depuis, la monnaie nationale a atteint des niveaux destructeurs pour l'emploi.

En janvier dernier, le PS demandait une intervention résolue de la Banque nationale pour éviter que le franc devienne trop cher, il appelait le Conseil fédéral à étudier la réintroduction d'intérêts négatifs comme ce fut le cas dans les années 70, à chercher les moyens de freiner la spéculation sur le franc suisse et enfin à faire en sorte que, en raison de la force du franc, les diminutions des prix des biens importés soient reversées aux consommateurs

permettant ainsi d'augmenter leur pouvoir d'achat. Bref, de tout entreprendre pour limiter les problèmes.

Les réactions furent d'abord polies, sans plus. Puis tout le monde retourna à ses occupations. A ce moment-là, il fallait 1.25 franc pour acheter un euro. Puis la situation s'est dégradée et, début août, le cours est passé brièvement à un franc pour un euro.

Aujourd'hui, le constat effectué depuis longtemps par le PS s'est largement imposé: laisser les spéculateurs et d'autres investir en achetant des francs suisses augmente la valeur du franc. Ce qui peut ressembler à première vue à une bonne nouvelle est en fait un gros problème: avec un franc trop fort, il devient très difficile, parfois même impossible, pour les entreprises suisses d'exporter leur production à l'étranger. Or, dans notre pays, un franc sur deux est gagné en vendant des produits et des services à l'étranger. Un franc trop fort est donc terriblement dangereux pour l'emploi en Suisse.

Ce constat s'est donc imposé, mais tardivement. Aujourd'hui, comme le demandait le PS, la Banque nationale s'active davantage pour ramener le franc à un niveau correct. Aujourd'hui,

comme le demandait le PS, le Conseil fédéral a pris la mesure du problème et tente d'agir. En organisant une table ronde pour pousser les importateurs à répercuter les baisses de prix auprès des consommateurs, le gouvernement a montré qu'il prenait le problème au sérieux, mais les résultats concrets se font attendre. Quant au paquet de mesures de 2 milliards de francs pour soutenir les entreprises en diffi-

## Un franc trop fort est terriblement dangereux pour l'emploi

culté, il ne devrait intervenir qu'une fois les causes du franc fort efficacement combattues et les gains de changes reversés aux consommateurs. Alors on pourra envisager des soutiens directs. Mais attention, pas sans condition. Peut-on, en effet, imaginer subventionner une entreprise qui – en parallèle – délocaliserait sa production dans une zone où le franc suisse ne lui pose pas de problème? Peut-on imaginer subventionner une branche dans laquelle les licenciements seraient importants?

Aujourd'hui, plus que jamais, une action aussi résolue que concertée est nécessaire:

- La BNS doit poursuivre son action sur les marchés et affaiblir le franc avec les moyens importants dont elle dispose. Elle devrait envisager d'annoncer un objectif de change en dessous duquel elle ne laissera plus glisser le franc face à l'euro.
- Le Conseil fédéral doit s'engager beaucoup plus résolument pour que les consommateurs puissent profiter de la baisse des prix des produits importés.
- La BNS doit s'engager sur le plan international pour que les achats de monnaies à terme fixe soient soumis à des avances substantielles de fonds, afin de limiter la spéculation.
- Enfin, des mesures ponctuelles et limitées dans le temps de soutiens à des branches fortement touchées sont possibles, pour autant qu'il soit possible de le faire avec des critères précis et fiables. Sur ce point, on attendra le projet que le Conseil fédéral transmettra au Parlement pour la session d'automne avant de se prononcer.



En moins d'un an, le franc s'est apprécié de plus de 20% par rapport au dollar et à l'euro.

[alain.berset@pssuisse.ch](mailto:alain.berset@pssuisse.ch)

conseiller aux Etats (FR), président de la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats



# Photos de famille – Paroles de néophytes

A huit semaines du verdict des urnes, nous voilà véritablement dans le vif du sujet, au cœur de la campagne en vue des élections fédérales. En tout, 63 socialistes ambitionnent de représenter leur canton et la Suisse francophone à Berne dont 45 qui n'ont encore jamais hanté les travées du Palais fédéral. Même si certain-e-s n'en sont pas à leur première campagne, nous avons jugé aussi intéressant que sympathique de vous permettre de mettre des visages sur leurs noms et des paroles sous leur image. Voici donc une première série de 22 néophytes. Les 23 suivant-e-s vous seront présentés dans la prochaine édition de [socialistes.ch](http://socialistes.ch) au début octobre.



**THÉO HUGUENIN**  
1973 | Enseignant  
3 enfants | La Chaux-de-Fonds  
J'aime : le jeune homme qui a placé le mot immigration dans le dictionnaire, la lutte contre la xénophobie sur l'aire d'habitation de nos villes.  
Je n'aime pas : les serrures, la délinquance



**FABIENNE FREY-MOND CANTONE** | VD

1963 | Nyon | Députée, municipale, présidente Forum Inter-parlementaire romand

J'aime : ma famille, mes amis, la politique passionnément, entendre rire les enfants et les spaghettis à la sauce tomate avec une belle salade verte.

Je n'aime pas : la mauvaise foi, l'avarice et la petitesse et les tripes.



**PATRICIA DOMINIQUE LACHAT** | VD  
1966 | Villeneuve | Syndique, membre comité PSV, présidente ASEPIB

J'aime : l'égalité des chances, l'ouverture d'esprit et la solidarité. Je n'aime pas : l'intolérance, le favoritisme et l'égoïsme.



**REBECCA RUIZ** | VD

1982 | Lausanne | Criminologue, présidente PSL, conseillère communale

J'aime : la justice, quand le PS avance des propositions claires sur des sujets où on ne l'attend pas forcément ainsi que les polars. Je n'aime pas : la brutalité en politique, la ruse des partis de droite pour convaincre les électeurs de voter contre leurs propres intérêts et l'opacité.



**RUDOLF STRASSER** | VD

1945 | Cudrefin | Agronome, membre de Uniterre, membre SIA

J'aime : les projets ambitieux et visionnaires, l'échange d'opinions et d'idées et faire grimper mes petits enfants dans les arbres. Je n'aime pas : le bruit des drones et autres avions militaires, l'intolérance.



**MICHÈLE GAY YVONNE LOTTON** | VD

1954 | Cheseaux-sur-Lausanne | Enseignante, députée

J'aime : une économie durable, de bons produits, une Suisse ouverte. Je n'aime pas : l'exclusion, la xénophobie, le populisme, la régulation des marchés



**ERIC PEYTREMANN** | GE

1940 | Physicien (Dr. ès Sciences, retraité) | Militant anti-nucléaire | Genève

J'aime : séparer les affaires publiques de la vie privée et des religions, faire la cuisine pour savoir ce que je mange et les balades à vélo. Je n'aime pas : le gaspillage, les licenciements pour cause de rapacité, les mensonges et la mauvaise foi.



**ROSALIE BEURET** | JU

1978 | coordinatrice | Conseillère de ville | Porrentruy

J'aime : les pâtes fraîches, me balader les jours de vent, refaire le monde. Je n'aime pas : la mauvaise foi, les escargots (comme plat) et les pulls qui piquent.



**SONIA Z'GRAGGEN-SALAMIN** | VS

67 ans | mariée | 4 enfants | Logopédiste | Députée

J'aime : les bonnes surprises que réservent les transports publics, la présence stimulante des femmes au Conseil Fédéral, les folles aventures de mes petits-enfants. Je n'aime pas : les préjugés, l'intolérance, la chasse à l'étranger comme responsable de nos problèmes.



**GAËL BOURGEOIS** | VS

28 ans | célibataire | Assistant en ressources humaines | Vice-président de la commune de Boverrier | Député-suppléant

J'aime : les services publics universels et de qualité, la solidarité dans nos villages et vallées, un bon verre de vin et un bon repas après une virée moto. Je n'aime pas : les grandes manœuvres politicardes, l'égoïsme et l'abus de pouvoir.



**GAËTAN EMONT**

43 ans | marié, 1 enfant | Enseignant, président de l'Association pédagogique fribourgeoise au Grand conseil

J'aime : la franchise, l'engagement au service du dialogue et la recherche par consensus. Je n'aime pas : la dématérialisation des services publics à des fins de réduction des coûts, le pouvoir excessif



**AIN-ELIE | NE**  
 nt | Député |  
 eaux-de-Fonds  
 comme qui a rem-  
 gration par le mot  
 ffiche qui salit  
 nains de jardin,  
 magogie



**CHRISTINE FISCHER | NE**  
 1949 | Infirmière | Députée |  
 2 enfants | Saules  
 J'aime : la chanson française et  
 opéra, les passionné-e-s par leur  
 travail ou leurs engagements, les  
 bons petits plats à déguster ou  
 à réaliser.  
 Je n'aime pas : l'hypocrisie et  
 l'arrogance, le boudin et la boxe.



**KATIA BABEY FALCE | NE**  
 1972 | Juriste | Conseillère  
 générale | 2 enfants | La Chaux-  
 de-Fonds  
 J'aime : le commerce équitable,  
 le développement durable, les  
 processus de décentralisation. Je  
 n'aime pas : les énergies nucléaires  
 et fossiles, le concept même de mar-  
 ché, l'idée que les inégalités soient  
 pensées comme des fatalités.



**BAPTISTE HURNI | NE**  
 1986 | Directeur-adjoint Alfen  
 SA | Président PSN Val-de-Travers  
 J'aime : courir, débattre, profiter de  
 la vie  
 Je n'aime pas : l'absence de dia-  
 logue, le dogmatisme, l'hypocrisie  
 et les coups bas.



**MARTINE DOCOURT  
 DUCOMMUN | NE**  
 1979 | Géologue | Députée |  
 Neuchâtel  
 J'aime : me balader sur les crêtes  
 jurassiennes, la musique électro-  
 nique et l'égalité  
 Je n'aime pas : les grosses voitures  
 qui polluent, ne rien faire et l'injus-  
 tice.



**VAL-**  
 -sur-Lau-  
 ante, municipale,  
 mie éthique et  
 outils pour l'égalité,  
 e sur le monde.  
 clusion et la xéno-  
 me, l'absence de  
 rchés boursiers.



**JEAN CHRISTOPHE  
 SCHWAAB | VD**  
 1979 | Riex | Syndicaliste USS,  
 député, conseiller communal  
 J'aime : l'engagement collectif, la  
 cohésion sociale, la sensation du  
 vent sur mon visage.  
 Je n'aime pas : la privatisation des  
 bénéfiques et la socialisation des  
 pertes, l'arbitraire, les concombres.



**VALÉRIE BOILLAT | GE**  
 1972 | Syndicaliste  
 chez Unia | Genève  
 J'aime : les gens de convictions,  
 cuisiner en écoutant la radio, l'odeur  
 du premier café le matin.  
 Je n'aime pas : les certitudes, le  
 zapping, le snobisme.



**LOLY BOLAY | GE**  
 1950 | Indépendante, respon-  
 sable qualité normes ISO |  
 Députée au Grand Conseil  
 genevois | Gd-Saconnex  
 J'aime : la convivialité, les gens  
 francs et directs, les perspectives  
 d'un monde meilleur, plus juste  
 et plus solidaire.  
 Je n'aime pas : l'hypocrisie,  
 l'avarice, le manque de courage.



**JACQUES ROBERT | GE**  
 1950 | Secrétaire national  
 Unia | Conseiller municipal à  
 Meyrin  
 J'aime : les salarié-e-s qui prennent  
 leurs intérêts en main avec les  
 syndicats, la diversité culturelle  
 et l'ouverture de notre société. Je  
 n'aime pas : l'écart entre hauts et  
 bas salaires, entre pays riches et  
 pauvres, la pression qui pèse sur les  
 rythmes de travail et l'égoïsme.



**NIET | FR**  
 enfant | ensei-  
 de la Société pé-  
 urgeoise, député  
 | Remaufens  
 e et l'honnêteté,  
 ervice d'autrui, le  
 erche de solutions  
 n'aime pas : la stig-  
 sonnes, l'engage-  
 fins personnelles,  
 de l'argent.



**VALÉRIE PILLER | FR**  
 32 ans | mariée, 2 enfants | em-  
 ployée de commerce, députée  
 au Grand conseil présidente du  
 PS Broye | Font  
 J'aime : mon pays, découvrir de  
 nouveaux horizons, rire.  
 Je n'aime pas : l'intolérance, les  
 choux de Bruxelles ni avoir tort.



**ALAIN SERMET | BE**  
 66 ans | marié | 3 enfants | ingé-  
 nieur | consultant | Bienne  
 J'aime : la franchise et l'honnêteté,  
 ma famille, la musique classique,  
 la photographie et les voyages.  
 Je n'aime pas : arriver en retard les  
 menteurs, les tricheurs et la poli-  
 tique populiste de l'UDC.



**MICHÈLE MORIER-  
 GENOUD | BE**  
 55 ans | divorcée | 3 enfants | in-  
 firmière SPITEX | présidente du  
 PSR | conseillère de ville et dépu-  
 tée au Grand Conseil | Bienne  
 J'aime : nager dans les lacs de  
 montagne, prendre le temps de lire  
 un roman policier, planter des fleurs.  
 Je n'aime pas : bavarder au petit-  
 déjeuner, repasser des chemises et  
 les oignons.



# Pour une santé accessible à tou-te-s

Véritable coup d'envoi de la campagne socialiste en Suisse romande, les premiers états généraux de la santé mis sur pied par la Coordination des PS francophones se tiendront le 3 septembre prochain à Morges. Organisés au théâtre de Beausobre, ils accueilleront notamment la plupart des candidat-e-s aux élections fédérales, histoire de faire le point sur les enjeux dans chaque canton. Un manifeste romand pour une santé accessible à tou-te-s sera également discuté et adopté. En voici les principaux chapitres.

La santé est primordiale et l'accès aux soins un droit essentiel. Si la situation s'est améliorée sous la pression des socialistes avec l'introduction de l'assurance-maladie obligatoire, le chemin est encore long pour que notre système garantisse un accès aux soins non discriminatoire et solidairement financé. Les PS romands s'entendent sur les actions suivantes :

## 1. Pour une caisse-maladie publique, transparente et axée sur la prévention

Les socialistes romands soutiennent l'initiative populaire fédérale pour une caisse-maladie publique. D'ici la votation, ils militent pour que la LAMal oblige les cantons à légiférer sur la reconnaissance des acteurs de la santé intervenant dans le cadre de l'assurance-maladie obligatoire afin de respecter les conditions de travail dans le domaine de la santé et assurer la transparence sur leurs finances.



C'était il y a 4 ans: le sommet était consacré au travail et se déroulait à Yverdon.

## 2. Pour une vraie solidarité dans le financement du système de santé

Le PS propose une politique sociale des subsides qui permette de réduire la charge de l'assurance-maladie pour les ménages. Pour la financer, une contribution spécifique est prélevée sur les dividendes.

## 3. Pour une protection de tou-te-s les salarié-e-s face au risque maladie

Le PS propose de modifier le Code des obligations pour introduire une assurance perte de gain obligatoire en cas de maladie offrant une large couverture valable pour tou-te-s les salarié-e-s, dès la fin de leur temps d'essai. Les cantons mettent en place un dispositif pour la

couverture des personnes au chômage et des indépendant-e-s.

## 4. Pour une amélioration du catalogue des prestations de la LAMal

Les PS romands demandent la réintroduction de la prise en charge des lunettes dans le catalogue de prestations et l'introduction, dans la LAMal, du remboursement des frais dentaires pour tous les enfants de moins de 18 ans qui se sont soumis aux consultations dentaires scolaires annuelles.

## 5. Pour garantir la santé au travail

Le PS propose un programme romand de santé au travail pour juguler le développement des maladies psychiques liées au travail en développant le travail de l'IURST et en assurant des campagnes de sensibilisation sur les lieux de travail.

## 6. Pour le développement des réseaux de soins sur tout le territoire

Le PS soutient l'initiative pour la médecine de famille et le développement des formations de généralistes. Pour assurer l'attractivité des métiers de la santé, la conciliation entre vie familiale et professionnelle, notamment, doit être favorisée.

## 7. Pour une prise en charge adaptée des personnes âgées

Les PS romands contribuent au développement de toutes les mesures favorisant l'autonomie et un accompagnement convivial des personnes âgées en garantissant des services de relèves pour les proches aidants.

## ORDRE DU JOUR

14 h 15	<b>Ouverture</b> Message de bienvenue de Nuria Gorrite, syndique de Morges, députée au Grand conseil vaudois Allocution de Pierre-Yves Maillard, conseiller d'Etat (VD), directeur de la santé et des affaires sociales	16 h 00	<b>Le PS et le système de santé publique</b> Discours de Stéphane Rossini, conseiller national (VS) et vice-président du PS Suisse
14 h 40	Discours de la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey et questions de l'assemblée	16 h 15	<b>Manifeste pour une santé accessible à tou-te-s</b> Discussion et adoption
15 h 20	<b>Fédérales 2011 : les enjeux en Suisse romande</b>	17 h 15	Discours du président du PS Suisse Christian Levrat
		17 h 30	<b>Clôture des Etats généraux / Apéro / Musique</b>

# Assurance-maladie : sortir de la déprime des primes

**L'automne arrive et, avec lui, le moment de l'annonce des primes-maladie 2012. Des primes à nouveau en hausse, malgré l'évolution favorable des coûts de la santé.** Liliane Maury Pasquier



Seulement +0,7% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011<sup>1</sup>. La fixation des primes en fonction des coûts a beau être ancrée dans la loi<sup>2</sup>, entre 2000 et 2010, les primes ont bondi de 66 %, contre 35 % pour les coûts de la santé! Force est donc de constater que la hausse des primes découle surtout de la politique des réserves, des décisions de la majorité de droite du Parlement et du report de la charge financière sur les assuré-e-s.

Nous, socialistes, refusons que des primes trop hautes nourrissent les réserves excessives des caisses (lesquelles sont ensuite transférées selon des impératifs politiques!). C'est pourquoi nous voulons imposer des limites supérieures aux réserves. Le Conseil des Etats a adopté une motion que j'ai déposée dans ce sens et le Conseil national doit maintenant se prononcer.

Las, le Parlement a entériné une modification des règles du financement hospitalier qui, dès 2012, déchargera des prestations actuellement couvertes par les complémentaires sur l'assurance de base. Avec, à la clé, une hausse des primes de base (sans baisse des complémentaires?!). L'intégration des investissements des caisses dans le calcul des coûts couverts par les primes va aussi charger le bateau.

Ces hausses de primes s'inscrivent dans la logique d'un système suisse où les assuré-e-s sont essoré-e-s. Les primes par tête, indépendantes des revenus, financent les dépenses de santé à hauteur de 35%. Les ménages à revenus moyens, qui n'ont pas droit aux subsides, sont particulièrement touchés, alors que les primes ne devraient pas représenter une charge supé-

rieure à 8 % des revenus imposables. Notre but reste donc encore et toujours que les primes soient fixées en fonction des revenus.

Nous refusons aussi que les pouvoirs publics profitent des révisions de la LAMal – sur le financement des soins, le financement hospitalier – pour réduire encore leur participation aux coûts de la santé et contribuer ainsi à l'augmentation des primes. La part publique (19%) doit au contraire augmenter. En 2009, les socialistes ont d'ailleurs demandé un relèvement des subsides de la Confédération et la prise en charge des primes des enfants et jeunes en formation.

Les primes ne doivent pas être englouties en frais de courtage, de marketing ou de changements de caisse. La création d'une caisse publique d'assurance-maladie permettrait d'économiser près d'un demi-milliard de francs par an dans ces domaines et d'affecter les primes aux prestations de l'assurance de base.

Des prestations qui doivent rester de qualité : les économies ne doivent pas se faire à n'importe quel prix. Planification globale de l'offre, développement des réseaux de soins intégrés, renforcement de la prévention, baisse du prix des médicaments : les potentiels d'économie existent. Il faut donc aussi veiller à ne pas économiser sur le dos des prestataires de soins, qui doivent gagner correctement leur vie. C'est notamment la demande des physiothérapeutes, dont la faïtière Physioswiss a été réduite à dénoncer la convention tarifaire avec les assureurs.

Les citoyennes et citoyens suisses ont au moins deux moyens d'agir contre la hausse des primes-maladie et la mainmise des assureurs sur les chambres fédérales : signer l'initiative pour la transparence de l'assurance-maladie et celle pour la caisse publique. Et bien sûr, élire des représentant-e-s indépendant-e-s de ces milieux lors des élections fédérales du 23 octobre.

Les socialistes en font partie : notre priorité, c'est de répondre aux besoins de la population en matière de santé. A savoir de garantir l'accès aux soins, la qualité des prestations et de sortir de la déprime des primes.

[liliane.maury@parl.ch](mailto:liliane.maury@parl.ch)  
conseillère aux Etats (GE)



## Pour une transition énergétique – maintenant!

Tant le Conseil fédéral que le Conseil national a dit OUI à une transition énergétique. Il convient donc désormais de développer des conditions-cadre qui favorisent l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables pour permettre une sortie coordonnée du nucléaire tout en garantissant la sécurité des investissements et de la planification. C'est l'objectif d'un colloque mis sur pied par le PS Suisse qui se tiendra le samedi, 10 septembre 2011, dès 13h30 au Palais de la Culture et des Congrès d'Aarau. Quatre thèmes principaux seront abordés : l'énergie solaire, la déperdition énergétique des bâtiments, l'efficacité énergétique et les économies d'énergie. Renseignements et inscriptions jusqu'au 30 août 2011 auprès de : [chantal.gahlinger@spschweiz.ch](mailto:chantal.gahlinger@spschweiz.ch) ou par téléphone au 031 329 69 68.

## Logement



En Suisse, le marché du logement connaît une phase particulièrement délicate et les problèmes sont nombreux. Dans les villes et les agglomérations, les loyers ont explosé : l'augmentation – ces dix dernières années – est de l'ordre de 60%, 80% pour les logements en copropriété. Déterminé à combattre cette évolution, le PS a déposé de nombreuses interventions auprès des législatifs communaux, cantonaux et fédéraux et fait procéder, tout récemment, à une étude détaillée. Parmi ses principales conclusions figure notamment ce délai : 20 ans au moins, pour parvenir à une solution satisfaisante. Par ailleurs, l'importance du problème est telle que seule la mise en œuvre de toute une série de mesures est susceptible de le résoudre. Dans cette perspective, le rôle des villes apparaît primordial, mais une politique du logement urbain, même dynamique et ciblée, ne pourra porter ses fruits que si elle est également suivie et soutenue par la Confédération et les cantons.

**Cette étude et les interventions parlementaires socialistes sur le logement figurent sur le site Internet du PS Suisse à l'adresse : [www.pssuisse.ch/conferences-de-presse](http://www.pssuisse.ch/conferences-de-presse).**

# Votre commune est-elle solidaire avec le Sud ?

**Solidar Suisse (anciennement OSEO internationale) a évalué l'engagement des communes, vis-à-vis des pays du Sud, en matière de coopération au développement et d'achats publics équitables. Les résultats des 88 communes examinées, dont 16 romandes, sont très contrastés. Sur le plan de la coopération au développement, la Suisse romande se distingue.** Alexandre Mariéthoz

Le rating Solidar 2009/2010 examine dans quelle mesure les communes suisses assument leurs responsabilités sociales, vis-à-vis des pays du Sud, en matière de coopération au développement et d'achats publics équitables. Un maximum de 100 points est possible. Cinquante points peuvent être obtenus pour chacun des deux volets de l'évaluation.

L'étude de Solidar Suisse est basée sur les données relatives à 2009 et 2010.

## **Coopération: avantage aux Romands**

En matière de coopération au développement, les communes genevoises obtiennent des résultats exceptionnels. Les trois communes étudiées se classent sur le podium. Genève et Vernier (43,2 pts sur 50) se partagent la médaille d'or, juste devant Carouge. Mention très bien également à Delémont, Yverdon-les-Bains et Lausanne, qui obtiennent plus de 35 points. La moyenne des communes suisses se monte à 17,6 points.

En Suisse romande, seules Bulle, Porrentruy et Villars-sur-Glâne se situent en dessous de ce seuil. Elles devancent toutefois 25 communes alémaniques, souvent totalement inactives sur le plan de la coopération au développement. Vous l'aurez compris: dans ce domaine, la Suisse romande fait nettement mieux que la Suisse alémanique.

## **Achats: plus écolo que socio**

S'agissant des achats publics équitables, Zurich décroche la première place. Genève obtient la médaille d'argent (42 pts sur 50). Lausanne (34 pts) et Nyon (32 pts) se classent parmi les 12 meilleures communes suisses. Les autres communes romandes recueillent entre 6 et 17 points. Enfin, Montreux est à la traîne, avec seulement 3 points.

La moyenne des communes suisses est de 10,5 points. La plupart d'entre elles veillent davantage au respect des normes écologiques que sociales. Cela démontre la nécessité d'un travail



© Martin Gassner

Les communes doivent acheter uniquement des produits fabriqués dans des conditions décentes.

de sensibilisation pour éviter l'achat de biens fabriqués dans des conditions inhumaines (travail des enfants, travail forcé, salaires de misère).

## **Genève détrônera Zurich**

Au classement général, Zurich (89 pts), Genève (85 pts) et Küsnacht ZH (82 pts) terminent sur le podium. Le résultat de Küsnacht (13300 habitant-e-s) est extraordinaire. Il démontre que de petites villes peuvent, pour autant qu'une volonté politique existe, contribuer à réduire la pauvreté dans le Sud. Lausanne (70 pts) décroche le 4e rang.

Zurich est cependant appelée à perdre sa médaille d'or. Elle vient de procéder à des coupes draconiennes dans la coopération au développement (de 2,6 millions à 0,5 millions!). En intégrant cette donnée, en vigueur dès le 1er janvier 2011, Zurich perdrait 20 points. Genève est donc assurée de terminer en tête du rating 2011. Lausanne devrait, quant à elle, se hisser sur le podium.

## **ET MA COMMUNE ?**

Le rating Solidar identifie les points forts et lacunes des communes en matière d'engagement solidaire vis-à-vis du Sud. Il leur fournit aussi une expertise afin d'améliorer leur pratique actuelle. Pour connaître les résultats de votre commune: [www.solidar.ch/rating-solidar-des-communes-2.html](http://www.solidar.ch/rating-solidar-des-communes-2.html)

## **Le Valais absent**

Cinq communes romandes terminent en tête de peloton (entre la 11e et la 17e place): Yverdon-les-Bains, Vernier, Carouge, Nyon et Delémont. Neuchâtel se hisse dans le premier tiers de la hiérarchie. Elle laisse derrière elle Moutier, Le Locle, Fribourg, Montreux et La Chaux-de-Fonds.

Bulle, Porrentruy et Villars-sur-Glâne se classent entre la 55e et la 62e place. Ces communes témoignent cependant d'une réelle volonté d'améliorer leur pratique actuelle. Ce qui n'est pas le cas des communes valaisannes: les trois villes sollicitées (Martigny, Sierre et Sion) ont refusé de participer au rating de Solidar. Il s'agit des seuls refus enregistrés en Suisse romande.

## **Petits gestes, grands effets**

Des efforts en Suisse, comme acheter équitable, changent le quotidien de familles dans le Sud. Il est donc essentiel que les communes assument leurs responsabilités sociales vis-à-vis des pays émergents et en développement. En Suisse romande, cela implique surtout des efforts accrus en vue d'achats publics équitables.

[alexandre.mariethoz@solidar.ch](mailto:alexandre.mariethoz@solidar.ch)  
responsable francophone  
de la communication



## AGENDA

**PS Suisse** [www.pssuisse.ch](http://www.pssuisse.ch)

- Sa, 3.9.: Etats généraux de la santé, de 14 h 15 à 18 h env. au théâtre de Beausobre, à Morges.
- Sa, 10.9.: colloque du PS Suisse «Transition énergétique» de 13 h 30 à 17 h, à Aarau.
- Ve, 30.9.: Coco, Bienne.
- Sa, 31.9.: AD, Bienne.

**JS Suisse** [www.jss.ch](http://www.jss.ch)

- Sa, 17.9.: assemblée des délégué-e-s, Kantonschule Hottingen, Zürich.

**Berne francophone** [www.psjb.ch](http://www.psjb.ch)

- Ma, 13.9.: emploi et justice fiscale à Tavannes avec des candidat-e-s au Conseil National, Hans Stockli, candidat aux Etats et le sénateur neuchâtelois Didier Berberat.
- Me, 14.9.: services publics et de l'énergie à Bienne avec des candidat-e-s au Conseil National, Hans Stockli, candidat aux Etats et le conseiller national vaudois Roger Nordmann.
- Je, 22.9.: réunion publique en présence de Hans Stockli, à Renan.
- Me, 5.10.: débat public (en français) avec plusieurs candidat-e-s au Conseil des Etats, Tramelan.
- Je, 6.10.: débat public (en allemand) avec plusieurs candidat-e-s au Conseil des Etats, Bienne.
- Ve, 7.10.: fête électorale, Bienne.

**Fribourg** [www.ps-fr.ch](http://www.ps-fr.ch)

- Me, 14.9.: 20 candidat-e-s au premier spectacle de la Salle Co<sup>2</sup>, Bulle.

- Je, 15.9.: participation à la Nuit des Goûts, en Singine.
- Sa, 17.9.: participation active à l'Openbike (petit parcours et grand parcours), Haute Gruyère.
- Di, 18.9.: participation à la marche de l'espoir de Terre des hommes, Villars-sur-Glâne.
- Me, 24.9.: visite au Schmitten-Märit.
- Dimanche 28 septembre: café national, Reaufens.
- Ma, 30.9.: visite de la Foire de Rue et de la Fête au vin cuit à Grangette.
- Je, 1.10.: participation à la Désalpe, Semsales
- Me 7 au ve 9.10.: participation aux vendanges, Cheyres.
- Je, 8.10.: visite du marché, Grolley
- Me 7 au di 16.10.: stand à la Foire de Fribourg.

**Genève** [www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch)

- Du 27.8. au 15.10.: chaque samedi, de 10 h 30 à 15 h, stand de soutien aux candidat-e-s aux Chambres fédérales, place du Molard, Genève.
- Je, 15.9.: thé dansant des socialistes de 17 h à 20 h, à la salle du Faubourg (rue des Terraux-du-Temple 6), Genève.
- Sa, 24.9.: tour du canton en 2 roues, voire 3. Cortège bariolé et décalé entre Meyrin et Carouge en passant par Onex, avec Liliane Maury Pasquier et Robert Cramer.
- Sa, 8.10.: fête de la Rose dès 18 h 30, Musique, danses folkloriques, sketches, discours, bar, salle communale de Plainpalais (rue de Carouge)

**Jura** [www.psju.ch](http://www.psju.ch)

- Ve, 16.9.: Congrès électoral, dès 20 h à la halle du Château, à Delémont

**Neuchâtel** [www.psn.ch](http://www.psn.ch)

- Me, 31.8.: sortie annuelle des député-e-s PS, 17 h-22 h, aux Ponts-de-Martel
- Me, 7.9.: table ronde avec Simonetta Sommaruga et les candidat-e-s du PSN, 19 h -21 h à l'aula de la Faculté de Droit, Neuchâtel
- Je, 8.9.: assemblée PSLN, 20 h - 22 h en un lieu à préciser
- Je, 15.9.: conférence-débat avec Denis Müller, 20 h à la salle de spectacle de Corcelles

**Vaud** [www.ps-vd.ch](http://www.ps-vd.ch)

- Sa, 24.9.: Séminaire de formation «Politique du logement», à 11 h 00 à l'Aula Bahyse, à Blonay. Programme et inscription: [www.ps-vd.ch](http://www.ps-vd.ch)

**Valais romand** [www.psvr.ch](http://www.psvr.ch)

- Je, 8.9.: présentation des candidat-e-s aux fédérales, 20 h, salle communale de Vissoie.
- Lu, 12.9.: présentation des candidat-e-s aux élections fédérales, à 19 h 30, à la salle bourgeoise de Chippis.
- Sa, 17.9.: présentation des candidat-e-s aux fédérales, en soirée à Boverrier.
- Ve, 23.9.: présentation des candidat-e-s aux fédérales, à 20 h, au café la Treille de Troistorrens.
- Me, 28.9.: présentation des candidat-e-s aux fédérales, à 20 h, à Martigny.

# 75 ans de l'OSEO: colloque à Bienne

**Le 16 septembre l'OSEO se réunira à Bienne pour s'interroger sur le lien entre développement économique et emploi. Interview du secrétaire national du réseau OSEO Suisse, Yves Ecoeur. Pour constater tout d'abord que l'appellation OSEO n'a donc pas disparu.**

*Yves Ecoeur:* Oui. Si Solidar est la nouvelle appellation de l'ancienne association OSEO présente à l'étranger, les 10 associations régionales, ancrées dans 13 cantons poursuivent leurs activités sous l'ancien nom OSEO. Le changement de nom permet de nous différencier, mais nous restons dans la même famille PSS/USS. Le thème du colloque, le développement économique en lien avec le travail (Decent work) est un témoignage de notre préoccupation commune: le travail et l'intégration.

Certains, dans le clan libéral, estiment que développement économique signifie davantage de places de travail et de richesse: pas si simple? Non. Il faut en effet, se poser la question de

la qualité de ces places de travail en Suisse et dans les pays du sud. Ensuite il faut examiner les salaires perçus par les travailleurs. S'il faut deux emplois pour vivre, ou demander l'aide sociale pour survivre, la fonction principale du travail, à savoir procurer un revenu, n'est pas remplie. C'est notre devoir que de dénoncer et proposer des alternatives. Notre travail politique se concrétise aussi par l'appui de référendums de la gauche et par du lobbying auprès des autorités fédérales.

**Les 10 associations OSEO représentent le plus important organisateur national de mesures d'intégration. Or ces mesures sont parfois décriées car elles s'apparentent à des contraintes à l'encontre des employés. Comment une organisation de gauche s'accommode-t-elle de cela?**

Nous sommes un partenaire critique des autorités. Cela signifie que, au besoin, nous critiquons (nous nous sommes clairement positionnés contre la révision LACI par exemple) et faisons part directement de notre opposition. D'un

autre côté, nous sommes prestataires de service et nous travaillons sur la base de mandats des collectivités publiques. Là, nous devons nous positionner et mettre en œuvre les mesures pertinentes et éthiques. Il y a une continuelle pesée d'intérêt entre la position politique globale et la mise à disposition d'outils pour les personnes en difficulté. Le colloque du 16 septembre permettra de nous confronter à ces questions, quitte à sentir ces tensions afin, d'une part, de travailler de façon consciente et, d'autre part, tracer des pistes pour le futur. Nous gardons toujours en mémoire que la politique naît des expériences de la société civile, syndicats en tête avant d'être reprise par les autorités politiques. Le travail de l'OSEO s'inscrit dans cette continuité.



**Yves Ecoeur**  
secrétaire national OSEO  
[sahoseosos@sah-be.ch](mailto:sahoseosos@sah-be.ch)



**Miser sur les énergies renouvelables.**

**Louer son bien immobilier de manière équitable.**

**Acquérir son logement en étant bien informé.**

**HabitatDurable Suisse vous conseille et vous assiste !**



**HabitatDurable**  
SUISSE

Association des propriétaires  
pour l'habitat durable

Tél. : 031 311 50 55  
contact@habitatdurable.ch

**L'alternative sociale aux  
chambres immobilières cantonales.  
[www.habitatdurable.ch](http://www.habitatdurable.ch)**



- Je souhaite des informations sur HabitatDurable et sa lettre d'information en français.
- Je souhaite des informations sur HabitatDurable, sa lettre d'information en français et le magazine en allemand.
- Je veux devenir membre d'HabitatDurable et profite entre autres de conseils téléphoniques gratuits. La cotisation pour propriétaires jusqu'à 3 logements est de CHF. 60.-.

Nom, prénom : \_\_\_\_\_

Rue : \_\_\_\_\_

No postal, domicile : \_\_\_\_\_

Envoyer à : HabitatDurable, Case postale 6515, 3001 Berne